

L'Otan est morte et les dirigeants européens sont dans le déni

L'Europe traverse, depuis le retour de Trump, sa plus grande crise militaire depuis 80 ans. Elle se retrouve largement nue face à Poutine, qui réarme avec force. Le soutien américain n'est plus garanti du tout. Les promesses de Trump n'ont aucune valeur. Les arsenaux en Europe sont largement vides, les troupes rachitiques et inadéquates, le renseignement, les communications et les transports lourds existent peu sans les États-Unis.

Aucune garantie

Or, rien ne garantit la mobilisation des 800 milliards annoncés au Conseil européen. Rien ne garantit une gestion efficace de ces fonds. Rien ne garantit une synergie des matériels. Rien ne garantit une répartition équitable des charges entre États membres, ni d'ailleurs entre riches et pauvres. Rien ne garantit un contrôle démocratique du projet.

En outre, l'Union européenne est divisée entre les États de première ligne (à l'est et au nord), directement concernés par la menace russe montante, et le reste. Le reste lui-même est divisé entre sympathisants de la Russie (Hongrie, Slovaquie, peut-être bientôt Tchéquie), sympathisants de Trump (Italie), neutres (Irlande, Autriche, Malte, Chypre), et sympathisants peu dynamiques de l'Ukraine (France, Espagne et Benelux). Au centre de tout cela flotte l'incertaine Allemagne.

Esprit de solidarité évanouie

L'esprit de solidarité s'est effondré dans l'Union européenne au cours des 30 dernières années. Seule la menace d'un séisme imminent (effondrement bancaire, pandémie) persuade encore les gouvernements d'adopter une réponse collective sérieuse. La coopération Poutine/Trump crée précisément une telle menace. L'Otan est morte. L'article 5, garantissant la solidarité des États-Unis contre les agres-

sions, l'est encore davantage, vu sa finalité. Au fil des mois, l'ancien partenaire américain se révèle même un adversaire montant en matière commerciale, financière, monétaire, technologique, ou simplement territoriale (voir le Groenland). Toutefois, comme dans beaucoup de décès après un long mariage, l'Europe reste bloquée à la phase du déni.

En tout cas au niveau des dirigeants. Le public européen, lui, semble avoir mieux compris, grâce aux incessantes provocations de Trump. Selon un sondage récent, dans une série de pays européens (*Le Grand Continent*, 20 mars 2025), Trump est majoritairement vu comme un danger pour

l'Europe et la démocratie. De fait, tous les Européens sont des Ukrainiens en puissance. Dès qu'ils auront besoin de quelque chose, Trump essaiera de les racketter, comme il le fait déjà avec l'Ukraine. Et il essaiera de changer leur gouvernement, comme il l'a déjà fait lors des élections roumaines et allemandes (voir d'ailleurs son appui nouveau à Le Pen).

Les Européens en ordre dispersé

Dans beaucoup d'États membres (surtout à l'ouest), il existe maintenant une majorité de l'opinion en faveur d'une défense commune européenne. Ce côté commun est vital pour rationaliser la production, con-

centrer la recherche, et réduire les coûts. Néanmoins, il n'existe au niveau politique aucun projet dans ce sens – même seulement sur le papier. Ni financement commun. Ni définition commune des besoins. Ni répartition équitable des charges importantes du réarmement. Très peu de commandes communes. Aucune intégration, même partielle, des troupes. La résistance des politiciens et des bureaucrates à une vraie action commune est totale. Signe supplémentaire des réticences générales: plusieurs États membres négocient déjà avec le Royaume-Uni pour créer une banque d'achats militaires (*Politico*, 3 avril 2025).

Le réarmement risque fort de devenir chaotique, peu efficace, et très coûteux. Tout réarmement peut vite déraiper dans les marottes conjuguées des militaires, des industriels et des politiciens nationaux. Avant même cela, il doit être accepté par les populations. Or, celles-ci verront rapidement que les charges sont très inégalement réparties. En premier lieu, il y a inégalité entre États membres. Ainsi, par exemple, l'Irlande, l'Autriche, Malte et Chypre n'appartiennent pas à l'Otan. Ces pays appartiennent en revanche à l'Union européenne, et sont tenus par l'obligation de solidarité de l'article 42.7 du traité sur l'Union européenne (TUE). Parmi les États de l'Otan, certains contribuent par ailleurs moins que d'autres (notamment l'Espagne, l'Italie, la Belgique ou le Luxembourg). En outre, certains sont des paradis fiscaux, et pompent de grosses recettes fiscales qui, à égalité de taxation, financeraient d'autres pays (ce qui facilite bien sûr l'effort de défense).

Le cas irlandais

L'Irlande constitue, à cet égard, le cas d'école (mais est loin d'être seule). Le détournement de courants commerciaux qu'elle provoque par ses faveurs fiscales atteint de tels sommets qu'elle a maintenant deux PNB distincts. Par exemple, le secteur pharma-

